



François Perrodo

HYDROCARBURES

Perenco veut augmenter sa production à plus de cent mille barils par jour

La société française Perenco, deuxième exploitant pétrolier au Congo, après Total & EP, envisage d'amener son volume de production à plus de cent mille barils par jour, grâce à un investissement sur le long terme estimé à plus de 2 milliards de dollars. « Nous avons un immense projet de terminal flottant d'une capacité de 2 millions de barils de stockage, visant à accroître notre production de

liquide et de gérer tout le volume d'eau. Sur le long terme, notre société envisage de forer cent puits sur cinq ans, soit une vingtaine de puits par an, avec une prédominance pour la production, mais aussi l'exploitation », a déclaré le président du groupe Perenco, François Perrodo, au sortir d'une audience avec le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. **Page 16**

CÉMAC

Harmoniser les systèmes de gestion budgétaire



Des spécialistes des finances publiques, du budget, de la comptabilité

publique et des statistiques financières de la Communauté

économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), réunis en session à Brazzaville, ont souligné la nécessité, pour la sous-région, d'améliorer les statistiques des finances publiques afin de renforcer la transparence budgétaire et de moderniser les systèmes de gestion financière. D'après le commissaire de la Cémac chargé du département des politiques économique, monétaire et financière, Nicolas Beyeme Nguema, cette session des experts s'est inscrite dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des réformes communautaires en matière de gestion des finances publiques et de l'exécution du plan d'actions régional 2024-2026. **Page 7**

AFRIQUE CENTRALE

Un fonds spécial d'urgence contre Ebola



Les autorités communautaires s'activent face à Ebola. DR

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ont convenu d'accélérer le décaissement du Fonds spécial d'urgence sanitaire, afin de faire face au risque de propagation du virus Ebola dans la sous-région.

Cette mobilisation financière a été décidée à l'issue du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale. Elle vise à doter les États membres des moyens financiers capables de renforcer leurs capacités de riposte au moment où la sous-région doit également faire face à une épidémie de choléra déclarée en République centrafricaine. **Page 5**

JOURNALISME ET INNOVATION

L'IA au cœur des rencontres de Moscou

L'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans les rédactions et les grands équilibres géopolitiques actuels ont été

au cœur d'un séminaire auquel une vingtaine de journalistes, dont ceux du Congo, a pris part à Moscou, en Russie.

Alliant ateliers pratiques et analyses stratégiques, ce programme a permis aux participants d'explorer l'intégration concrète de l'IA dans la routine journalistique, notamment de

la veille automatisée au monitoring de contenus, en passant par la création audiovisuelle assistée par les réseaux de neurones. Les débats ont également abordé les défis éthiques et juridiques posés par cette « zone grise » technologique. **Page 7**

Éditorial
Neuf sur dix
Page 2



Remise de certificat au représentant congolais/Sputnik- Mikhail Bogachev

ÉDITORIAL

Neuf sur dix

Quoi qu'il arrive, le bilan à mi-parcours des sélections africaines à la phase finale de la 23^e édition de la Coupe du monde qui se dispute actuellement aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada est un exploit retentissant.

Et l'on en retiendra du positif. Car pour la première fois de l'histoire, le football africain a fait le plein de la confiance en alignant neuf de ses dix équipes en seizièmes de finale. Une étape supplémentaire à laquelle il faut désormais s'y habituer. Seule la contre-performance de la Tunisie est la fausse note de la phase de poules, mais les Aigles de Carthage ont aussi une belle histoire de football.

Le chiffre record du continent fait saliver car depuis sa première participation en 1934, l'Afrique a eu du mal à montrer l'étendue de son potentiel dans les phases de groupe dans l'ancien format où elle n'avait droit qu'à cinq représentants. Jamais l'Afrique n'est parvenue à aligner plus de deux équipes dans les matches à élimination directe. C'est désormais chose faite.

Bravo à vous Maroc, Sénégal, Ghana, Côte d'Ivoire, Egypte, Algérie, Cap-Vert, République démocratique du Congo, Afrique du Sud. La question que l'on se pose est désormais de savoir, après l'élimination de l'Afrique du Sud par le Canada, quel onze national africain parmi les restants ira le plus loin possible ?

L'Afrique ne doit pas se contenter du simple fait de jouer les seizièmes. Elle mérite mieux. Aux plus valeureux de changer le cours de l'histoire ! En toute franchise, l'Afrique est en tous points de vue fière de ses représentants et ils le méritent !

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DE LA CUVETTE

Denis Sassou N'Guesso en visite de travail à Oyo

Le chef de l'Etat est arrivé à Oyo, le 27 juin, via l'aéroport international d'Ollombo, où il a été accueilli à sa descente d'avion par les autorités préfectorales des départements de la Nkényi-Alima et de la Cuvette.



Denis Sassou N'Guesso à sa descente d'avion à l'aéroport international d'Ollombo/DR

Le président de la République mettra à profit son séjour de travail de près d'une semaine pour s'entretenir avec des personnalités de marque. Sauf changement, il est prévu la tenue en présentiel de la réunion du Conseil des ministres. Denis Sassou N'Guesso qui a placé son nouveau quinquennat sous le signe de l'accélération de la marche vers le développement tient à la mise en œuvre du Plan d'action 2026-2031. Ainsi, l'amélioration des finances publiques, les tensions

inflationnistes, la situation monétaire, les grandeurs macroéconomiques du pays font l'objet d'une attention particulière du président de la République. En effet, depuis sa réélection en mars dernier, le chef de l'Etat ne cesse d'interpeller le gouvernement sur l'atteinte des missions qui lui sont assignées afin de ne pas décevoir les attentes de la population qui l'a plébiscité à hauteur de 94, 90% des suffrages exprimés.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou
Responsable des programmes : Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali, Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndongidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldron Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot
Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raïlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint : Jules César Olebi,
Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Mbenguet Okandze (chef de service),
Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant : Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière : Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. : +242 05 200 6565, / Email : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

Xperience Verte fait de l'humain le socle de la performance durable

Sur le thème « Humaniser le travail pour libérer la performance durable, responsabilité, régénération, efficacité », la rencontre, organisée le 19 juin à Brazzaville par le cabinet Conseil éthique et performance (CEP), a posé d'emblée son intuition centrale : une entreprise responsable envers son environnement et ses parties prenantes ne peut l'être durablement si elle néglige la qualité de vie de ses propres collaborateurs. Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), longtemps traitées comme deux sujets distincts, l'une tournée vers l'extérieur, l'autre vers l'interne, ont ainsi été présentées comme les deux faces d'une même exigence.

L'événement prolonge le Green enterprise day, lancé en 2025 par le même cabinet et refermé sur la signature d'une charte patronale, « Ruptures engagées ». Sous son nouveau nom, la rencontre change d'échelle et de format, sans renoncer à l'ambition initiale : convaincre les dirigeants congolais que la qualité de vie au travail n'est pas un supplément d'âme, mais un levier de performance.

Une initiative inscrite dans l'action publique

Venue lancer en personne le magazine pRSEpectives Vertes, édité par le cabinet organisateur, Arlette Soudan-Nonault a salué une initiative qu'elle situe dans un mouvement plus large. « Vous apportez la preuve que le monde de l'entreprise en République du Congo et, plus largement, en Afrique, est prêt à prendre sa part dans le plus grand défi de notre siècle, celui du développement durable et de la transition écologique », a-t-elle déclaré. Elle a annoncé la disponibilité de son ministère à accompagner le secteur privé dans cette mutation, notamment à travers la construction de référentiels RSE sectoriels rattachés à la contribution déterminée du Congo au niveau national.

La matinée avait été ouverte par une intervention de Kinvi Adodo Amoussou, chargé des partenariats et du financement du développement, représentant le coordonna-

teur résident du Système des Nations unies au Congo. Il a resitué la démarche dans le cadre de l'objectif 8 du développement durable, consacré au travail décent. Michel Bounda, directeur général adjoint de Globaline, a prolongé cette entrée en matière en interrogeant la place du travail dans la dignité de l'homme, avant de céder la place aux travaux de l'après-midi, entre panel sur la gestion des parcours professionnels et témoignage sur le burn out.

Le secteur privé cherche sa méthode

Initiateur de Xperience Verte, Mike M'Vila n'a pas eu le temps, faute de créneau disponible dans le programme, de présenter en détail le modèle C.I.R.E.R, sa grille de lecture de la RSE en cinq piliers, allant de la compréhension du sujet jusqu'au reporting des actions menées. Mais il en a posé l'intuition de départ. « Le constat est que le sujet est très méconnu. Les gens en parlent beaucoup, mais dans le concret, on ne sait pas ce que c'est », a-t-il observé, justifiant la création du magazine par une forme de frustration personnelle. « Vous ne pouvez pas être boulanger et expliquer à un cordonnier comment on répare des chaussures », a-t-il résumé, dans une formule qui n'est pas sans rappeler l'image de la chaussure que l'on cire, centrale dans son modèle : d'un geste d'entretien individuel à une transformation durable de



Mike M'Vila pendant son discours / DR

toute l'entreprise.

Sur le terrain, l'écho donné à cette articulation entre RSE et QVCT a trouvé un relais concret du côté des ressources humaines (RS). Un responsable RS présent dans la salle a résumé ainsi le déplacement de regard opéré par la journée. « La RSE n'est plus un concept lié seulement au climat ou à l'environnement. C'est un concept que nous, managers RH, devons intégrer dans nos plans, à travers la formation et la compétence de nos employés », a-t-il signifié. Pour ce praticien, l'homme reste, selon ses mots, « la plaque tournante de

tous les outils que l'on peut mettre en place ». Reste à transformer l'essai. Construire des référentiels RSE sectoriels, former des managers, relier formellement RSE et QVCT dans les pratiques managériales : ces engagements demandent un suivi qui dépasse largement le cadre d'une journée de forum. Le pari de Xperience Verte se jouera dans les mois qui viennent, lorsque les entreprises congolaises devront traduire ce nœud théorique en décisions concrètes.

Cette ambition s'est déclinée en plusieurs panels et ateliers. Un temps fort sur la santé mentale en entre-

prise, marqué par un témoignage de Regine Moukete sur le burn out, a réuni Aristide Ndjawe, directeur RH de Congo Terminal, et Blanche Ikogne, présidente de PrimROSE, sous la modération de Me Amani. Le passage de la gestion du personnel au capital humain, animé par Taoufik Zniber, et un panel sur la gestion des parcours et des compétences, avec Kiba Gatsongo Nouani, président de l'OARH, et Yvette Thyna Océane Ngaloula, directrice générale d'Intelligensia, modéré par Dupond Eboulli, ont complété ce tour d'horizon.

Quentin Loubou

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Fin des opérations d'installation de la structure de base du Môle Est

La société Congo Terminal a annoncé, dans un communiqué de presse, avoir terminé la mise en place de 558 pieux en acier qui forment la structure de base du futur quai du Môle Est, un nouveau terminal à conteneurs destiné à accueillir des navires géants allant jusqu'à 400 mètres de long au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN).

Les pieux installés constituent la fondation du quai, élément essentiel d'un port puisqu'il permet aux navires d'accoster, d'être chargés et déchargés en toute sécurité. En garantissant la stabilité de la nouvelle plateforme portuaire face aux contraintes mécaniques et environnementales, les pieux mesurant entre 20 et 35 mètres de long et de 1,50 à 1,80 mètre de diamètre assurent la fiabilité et la durabilité des opérations portuaires du PAPN. Réalisée avec une précision rigoureuse, cette étape conditionne la solidité de l'ouvrage pour les décennies à venir.

« Derrière chaque pieu battu se cache un travail d'ingénierie minutieux. Le savoir-faire de notre part-



Des pieux installés au Môle Est / DR

naire CRBC, en charge des travaux, avec l'adoption d'une méthodologie de battage spécifique aux conditions de sol du port, et l'engagement de nos équipes

nous ont permis de respecter scrupuleusement le calendrier, tout en assurant un niveau de qualité irréprochable sur cette étape déterminante du projet »,

a indiqué Pierre-Louis Sapin, directeur Projet Congo Terminal Môle Est.

Selon Congo Terminal, l'achèvement du battage des pieux marque une avancée significative dans le calendrier des travaux de mise en œuvre du

« Derrière chaque pieu battu se cache un travail d'ingénierie minutieux. Le savoir-faire de notre partenaire CRBC, en charge des travaux, avec l'adoption d'une méthodologie de battage spécifique aux conditions de sol du port, et l'engagement de nos équipes nous ont permis de respecter scrupuleusement le calendrier, tout en assurant un niveau de qualité irréprochable sur cette étape déterminante du projet »,

Môle Est. Il confirme la dynamique engagée par cette entreprise de livrer, courant le premier semestre 2027, une infrastructure portuaire à la hauteur des ambitions du Congo et de la sous-région. Lancée en mars 2024, la construction de ce nouveau terminal à conteneurs, pour un investissement de plus de 150 milliards FCFA, vise à doubler la capacité du PAPN en vue d'atteindre 2,4 millions conteneurs équivalent vingt pieds et de le transformer en un hub logistique de premier plan. L'objectif de ce projet est d'anticiper l'évolution des capacités de transport maritime mondiales et de positionner Pointe-Noire comme la plateforme portuaire de référence.

Guy-Gervais Kitina



COMMISSION GENERALE DE PASSATION DES MARCHES N°2
 Décision N°024/GR/2025 du 24 janvier 2025

Appel d'offres régional ouvert n°95/BEAC/DGE-DSI/AORO/Bien/2026 pour l'acquisition et l'installation de divers équipements informatique destinés à l'environnement SWIFT de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale à Libreville – République Gabonaise

Dans le cadre de la modernisation continue des infrastructures critiques supportant les Systèmes et Moyens de Paiement, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, d'acquies, d'installer divers équipements informatiques destinés à l'environnement SWIFT de sa Direction Nationale à Libreville – République Gabonaise. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises domiciliées en zone CEMAC, qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC/UMAC/CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré dans toutes les Directions Nationales de la BEAC et aux Services Centraux à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX

Direction Générale de l'Exploitation – DGAM, 14^{ème} étage, porte 1412

736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237): postes 5452, 5404, 5402

29 33 23 222 (+237):

@ : cgam.scx@beac.int / dgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA. Le paiement

devra être effectué exclusivement par virement bancaire en faveur des Services Centraux de la BEAC.

Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07

Objet : frais de soumission appel d'offres n° {à renseigner par le soumissionnaire}

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le mercredi 29 juillet 2026 à 12 heures 00 minute. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX

BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01

736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en une seule phase le mercredi 29 juillet 2026 à 13 heures 00 minute aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés (document écrit et signé), qui souhaiteraient assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le

Le Responsable,

ZONE CÉMAC

Mobilisation d'un fonds d'urgence sanitaire face à Ebola

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) ont convenu d'accélérer le décaissement du Fonds spécial d'urgence sanitaire afin de faire face au risque de propagation du virus Ebola dans la sous-région. Cette mobilisation financière vise à permettre aux États membres de renforcer immédiatement leurs capacités de riposte, alors que la sous-région doit également faire face à une épidémie de choléra déclarée en République centrafricaine.

La mobilisation rapide du Fonds spécial d'urgence sanitaire constitue la principale priorité des autorités communautaires. La question de la riposte contre la menace d'Ebola en Afrique centrale a été au centre de la rencontre, le 29 juin à Brazzaville, entre le président de la Commission de la Cémac, Baltasar Engonga Edjo'o, et le vice-président de la BDEAC, Jean Paterné Megne Ekoga. Cette séance de travail a permis de passer en revue le partenariat entre les deux institutions communautaires, tout en insistant sur les défis sanitaires auxquels la sous-région est confrontée.

À l'issue des échanges, les deux parties se sont accordées sur la nécessité de mettre rapidement les ressources financières à la disposition de la Commission de la Cémac afin que chaque État membre puisse engager sans délai les mesures de prévention et de riposte. Selon le vice-président de la BDEAC, les fonds devraient être débloqués au cours de la semaine. « Il était question pour la BDEAC et la Cémac de faire le

tour de leur coopération, de leur partenariat et surtout de traiter ensemble des questions essentielles et urgentes, notamment la pandémie d'Ebola qui est en train d'attaquer notre sous-région [...] Nous allons prendre toutes les dispositions pour que les ressources dont a besoin la Commission de la Cémac soient mises à disposition au cours de cette semaine. Les pays pourront ainsi répondre efficacement aux attaques que cette pandémie peut avoir vis-à-vis de nos États », a-t-il confié.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre de la Décision n°02/26-UEAC-114-CM-45 adoptée le 13 juin dernier par le Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale, instituant une feuille de route pour la prévention et la préparation de la riposte à la maladie à virus Ebola. Ce texte prévoit notamment la création d'un Fonds spécial d'urgence sanitaire, dont une partie importante est financée par le Fonds de développement de la communauté (Fodec), administré par la



Les autorités communautaires s'activent face à Ebola/DR

BDEAC.

Dans une correspondance adressée à la banque, la Commission de la Cémac avait sollicité un décaissement diligent de la contribution attendue du Fodec, suivant une procédure exceptionnelle adap-

tée à l'urgence sanitaire. L'objectif est de permettre un déploiement immédiat des actions prioritaires avant une éventuelle propagation régionale de la maladie. Les ressources serviront précisément à renforcer la logistique sanitaire,

acheminer les intrants médicaux, contenir les foyers épidémiques, installer de nouveaux centres de traitement dans les zones les plus exposées et consolider les systèmes de santé nationaux.

Fiacre Kombo

MÉDIAS ET INNOVATION

Des journalistes internationaux à l'école de l'IA à Moscou

Une vingtaine de jeunes professionnels des médias venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe a participé, du 21 au 28 juin, à un séminaire intensif à Moscou, en Russie. Au cœur des échanges, l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans les rédactions et les grands équilibres géopolitiques actuels.

Comment l'IA redéfinit-elle le traitement de l'information et l'avenir des médias ? C'est la question centrale qui a réuni, dans la capitale russe, une vingtaine de jeunes journalistes originaires de plusieurs pays, notamment le Congo, le Brésil, le Népal, l'Indonésie, la Serbie, le Maroc, le Cambodge, l'Égypte, le Kenya, le Sénégal, l'Éthiopie, le Vietnam, la Tunisie, la Jordanie, le Pérou, la Malaisie et la Turquie. L'atelier d'échange et de coopération humaine s'est déroulé dans le cadre du programme éditorial « Nouvelle génération », piloté par l'agence Rossotrudnitchestvo en partenariat avec le groupe médiatique Rossiya Segodnya. Depuis 2011, cette initiative permet à de jeunes leaders étrangers de partager leur expertise et de tisser des liens professionnels durables.

L'IA au cœur des rédactions

Alliant ateliers pratiques et analyses stratégiques, le programme a permis aux participants d'explorer l'intégration concrète de l'IA dans la routine journalistique, de la veille automatisée



Vu des participants/Sputnik

au monitoring de contenus, en passant par la création audiovisuelle assistée par les réseaux de neurones. Les débats ont également abordé les défis éthiques et juridiques posés par cette « zone grise » technologique.

Accueillie au centre de presse Rossiya Segodnya, la délégation a été reçue par Vasily Pushkov, directeur de la coopération internationale. Lors d'un échange sans langue de bois, ce dernier a partagé ses réserves personnelles face à l'essor de l'IA, tout en livrant une analyse critique

du paysage médiatique mondial. Selon lui, le secteur s'est transformé en un « marché de la compétition pour l'attention », dicté par la course à l'audience plutôt que par la profondeur du contenu.

Face à un public jeune qui privilégie les formats courts, les médias traditionnels opèrent une mutation profonde. Le groupe Rossiya Segodnya, qui coiffe notamment les agences Sputnik et RIA Novosti, illustre ce pivot à travers son virage massif vers le numérique, en particulier sur Te-

legram, ainsi que sa réorientation stratégique et linguistique vers les régions hors d'Europe.

Géopolitique et diplomatie au menu

Au-delà des innovations techniques et éditoriales menées avec les équipes de Sputnik, les participants au séminaire ont vécu un moment fort en étant reçus par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Maria Zakharova. Cette rencontre a donné lieu à des échanges directs et enrichissants sur la diplomatie russe et sa vision stratégique de la géopolitique mondiale contemporaine. Le programme officiel prévoyait également des visites de rédactions et un parcours historique immersif au Musée de la victoire, permettant aux délégués de découvrir les facettes culturelles et mémorielles de la Russie.

Une expérience marquante et des compétences certifiées

Pour Mon Meng, journaliste venu du Cambodge, ce rendez-vous du donner et du recevoir restera gravé dans la mémoire. « Nous

avons beaucoup appris durant notre séjour à Moscou. C'était une rencontre mondiale des cultures et des compétences. Au-delà des enseignements qui étaient particulièrement intéressants, les formateurs ont donné le meilleur d'eux-mêmes. À nous maintenant de mettre en pratique ces acquis pour le bien de nos médias respectifs. Nous souhaitons que ce genre d'expérience se multiplie », a-t-il confié.

Outre la richesse des enseignements, de nombreux participants ont salué la qualité du volet touristique, mettant en avant le caractère accueillant, dynamique et chargé d'histoire de la capitale russe.

Cette immersion internationale s'est conclue par une remise officielle des diplômes. Les participants ont quitté Moscou avec des certificats professionnels Sputnik Pro attestant leur maîtrise de l'usage de l'IA dans les médias. Ils intègrent ainsi le réseau mondial des anciens participants du programme qui compte désormais plus de 11 000 professionnels à travers le monde.

Rude Ngoma



COMMISSION GENERALE DE PASSATION DES MARCHES N°2

Décision N°024/GR/2025 du 24 janvier 2025

Appel d'offres régional ouvert n°92/BEAC/DGE-DSI/AORO/Bien/2026 pour la fourniture du matériel réseau informatique en vue de la mise à niveau des liaisons réseaux du Datacenter des Services Centraux de la BEAC à Yaoundé – République du Cameroun

Dans le cadre de la modernisation de son système d'information, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, d'acquérir du matériel réseau informatique en vue de la mise à niveau des liaisons réseaux de son Datacenter aux Services Centraux à Yaoundé – République du Cameroun. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC/UMAC/CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré dans toutes les Directions Nationales de la BEAC et aux Services Centraux de Yaoundé à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX

Direction Générale de l'Exploitation – DGAM, 14^{ème} étage, porte 1412

736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237): postes 5452, 5431, 5402 ou 5403

29 33 23 222 (+237):

@ : cgam.scx@beac.int / dgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué exclusivement par vire-

ment bancaire en faveur des Services Centraux de la BEAC

Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07

Objet : frais de soumission sélection n° {à renseigner par le soumissionnaire}

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle joint dans le DAO, sans aucune mention manuscrite et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) francs CFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le mercredi 29 juillet 2026 à 14 heures 00 minute.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX

BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01

736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en une phase le mercredi 29 juillet 2026 à 15 heures 00 minute aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés (document écrit et signé), qui souhaiteraient assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le

Le Responsable,

CÉMAC

Les réformes des finances publiques passées en revue

Les experts en gestion des finances publiques des six États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), réunis à Brazzaville depuis le 29 juin, évaluent l'état d'avancement des réformes communautaires afin de définir les priorités pour les prochaines années. Au centre des échanges figurent l'amélioration des statistiques des finances publiques, le renforcement de la transparence budgétaire et la modernisation des systèmes de gestion financière.

Placée sur le thème « Améliorer la production et l'utilisation des statistiques des finances publiques pour renforcer la transparence et la gouvernance budgétaire en zone Cémac », la rencontre rassemble une cinquantaine de spécialistes des finances publiques, du budget, de la comptabilité publique et des statistiques financières venus du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad. Prennent part également à ces travaux des représentants de la Commission de la Cémac, de la Banque des États de l'Afrique centrale, de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, de la Cour des comptes de la Cémac, de l'Institut d'économie et des finances, ainsi que des experts de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et d'Afristac Centre.

D'après le commissaire de la Cémac chargé du Département des politiques économique, monétaire et financière, Nicolas Beyeme Nguema, cette session des experts s'inscrit dans le cadre du



Les parties prenantes impliquées dans le diagnostic Adiac

suivi de la mise en œuvre des réformes communautaires en matière de gestion des finances publiques et de l'exécution du plan d'actions régional 2024-2026. Les participants évaluent les progrès réalisés dans les États membres, mesurent l'application des recommandations formulées lors de la précédente session et identifient les principaux obstacles freinant encore l'harmonisation des systèmes de gestion budgétaire. Ils procéderont également à la validation du Guide sur les

risques budgétaires, à l'examen des notes méthodologiques relatives au Compte unique du Trésor (CUT), y compris à l'analyse des risques liés aux partenariats public-privé sur la dette publique. Les échanges porteront sans doute aussi sur le renforcement des capacités des administrations nationales dans des domaines tels que la gestion de la trésorerie, la déconcentration de l'ordonnancement, la délocalisation du contrôle financier ou encore la modernisation de la fonction

comptable. Pour l'expert du FMI, Clément Ncouthi, la réunion de Brazzaville constitue un cadre de partage d'expériences sur la mise en œuvre du budget-programme, du CUT et des systèmes d'information intégrés. Il a estimé que les progrès observés depuis 2011 et l'adoption des directives communautaires demeurent toutefois insuffisants face aux défis persistants. Les pays de la sous-région sont appelés à améliorer la production des statistiques de finances publiques, pour une

meilleure prise en compte des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale, une coordination efficace entre les régies financières, le Trésor et les services statistiques.

L'un des temps forts de cette session concerne la réalisation d'un diagnostic régional des statistiques des finances publiques ; l'objectif étant d'identifier les insuffisances liées à la qualité, la cohérence et la comparabilité des données budgétaires produites dans les pays membres, afin de proposer des mesures correctrices adaptées aux réalités nationales.

Ouvrant les travaux de l'atelier, le directeur de cabinet du ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public du Congo, Paul Malié, s'est réjoui de la transposition presque achevée des directives communautaires dans les législations nationales, du renforcement progressif de la transparence budgétaire, de la généralisation du budget-programme dans plusieurs États ainsi que des progrès réalisés dans le domaine de la comptabilité publique.

Fiacre Kombo

Les bases du pilotage économique régional posées à Brazzaville

Les experts des États membres de la sous-région, réunis du 22 au 27 juin dans la capitale congolaise, ont validé de nouvelles notes de conjoncture et appelé au renforcement du suivi économique au niveau communautaire. À travers ces outils statistiques, l'Afrique centrale entend doter les gouvernements d'instruments d'aide à la décision plus performants et contribuer à un pilotage économique régional plus efficace.

Le séminaire régional de conjoncture économique des États membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac), placé sur le thème « Analyse des évolutions économiques récentes et perspectives à court terme », a mobilisé des représentants d'administrations nationales en charge de l'économie, des finances et de la statistique, ainsi que plusieurs institutions communautaires et partenaires techniques. Il a également enregistré la participation de la Commission de l'Union économique Ouest-africaine, d'Afristat ainsi que d'une délégation du ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie de Djibouti.

Pendant six jours, les experts ont examiné la conjoncture économique de la sous-région, avec pour principal objectif d'améliorer la production et l'exploitation des données économiques régionales. Ils ont notamment validé la note de conjoncture du quatrième trimestre 2025 et rédigé puis adopté celle du premier trimestre 2026.

À court terme, la Commission de la Cémac est invitée notamment à instaurer un mécanisme de nota-

tion des performances des États dans la production des notes de conjoncture, à institutionnaliser un réseau de points focaux nationaux et à définir un calendrier régulier de production et de diffusion des notes régionales. Elle devra également calculer des indicateurs agrégés portant précisément sur les productions de pétrole, de gaz, d'électricité, d'eau, de bois, de coton ou encore de cacao. À moyen terme, les experts insistent sur l'élaboration d'un modèle de prévision économique, la production d'indicateurs conjoncturels régionaux tels que l'Indice de production industrielle, l'Indice des prix à la production industrielle ou encore l'Indicateur du climat des affaires, ainsi que le développement d'une plateforme numérique destinée à faciliter le partage et la consolidation des données.

Les États membres sont également appelés à renforcer leur contribution en transmettant régulièrement leurs informations, même provisoires, à la Commission de la Cémac, tout en améliorant la production d'indicateurs conjoncturels, dont



le produit intérieur brut trimestriel. Le commissaire en charge du Département des politiques économique, monétaire et financière de la Commission de la Cémac, Nicolas Beyeme Nguema, a estimé que cette session de Brazzaville marque « un véritable changement d'échelle » dans la coopération économique régionale. « Après Djibloho, en Guinée équatoriale, où nous avons harmonisé nos méthodes, Braz-

zaville consacre désormais leur mise en œuvre effective. Nous passons progressivement d'une logique de production statistique à une logique de pilotage économique régional », a-t-il déclaré. Le directeur de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée-Cémac, Dr Ignace Kamga, s'est réjoui de l'atteinte des objectifs fixés. Les experts repartent, d'après lui, avec des recommandations concrètes qui

Les participants à la clôture des travaux/Adiac permettront d'améliorer la qualité des notes de conjoncture et des bulletins économiques de la sous-région. Invitée à partager l'expérience de son pays, Kadra Ahmed Saïd, sous-directrice des Analyses macroéconomiques et des prévisions au ministère de l'Économie et des Finances de Djibouti, a salué une volonté visant à consolider la coopération africaine.

F.K.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Archer fait l'acquisition de la start-up Ginov pour bâtir le leader technologique de la zone CEMAC.

En acquérant 70 % du capital de l'Entreprise de Services Numériques (ESN) Ginov Congo, le groupe L'Archer franchit une étape stratégique majeure en alliant puissance financière et expertise digitale pour piloter la transformation numérique des États et entreprises de la zone CEMAC.

Brazzaville, 29 juin 2026 - Le groupe L'Archer, leader de l'investissement et de l'accompagnement financier de la République du Congo, annonce l'acquisition d'une participation majoritaire de 70% au capital de la start-up Ginov, ESN basée à Pointe-Noire. Cette opération inédite en Afrique centrale positionne L'Archer comme le premier groupe à intégrer au sein d'un même écosystème une capacité financière de référence et un bras technologique opérationnel.

Une acquisition stratégique entre finance et technologie

Depuis 2020, Ginov a développé une expertise solide en Afrique centrale, à la croisée du développement web et mobile, de la data, de la cybersécurité, du cloud et de l'identité visuelle. En 2025, l'entreprise compte 30 salariés et réalise 200 millions FCFA (300 000 euros) de chiffre d'affaires, confirmant la montée en puissance d'un acteur technologique structuré, déjà engagé aux côtés de partenaires internationaux de premiers plans. Ses équipes disposent d'un ancrage opérationnel fort dans les réalités du marché congolais et sous-régional.

Dans le prolongement de cette acquisition, un travail d'évolution de la marque est d'ores et déjà engagé afin d'accompagner le changement d'échelle de Ginov, de renforcer son positionnement institutionnel et de traduire visuellement son intégration au sein de l'écosystème L'Archer.

La singularité de ce rapprochement réside dans sa logique d'intégration. Là où de nombreux groupes financiers externalisent leur dimension technologique, L'Archer fait le choix stratégique de l'internaliser. En adossant Ginov à ses réseaux institutionnels, à sa capacité de financement et à sa crédibilité auprès des États, des grandes entreprises et des acteurs économiques de la CEMAC, le groupe construit une proposition de valeur différenciante : devenir un partenaire intégré, capable d'accompagner ses clients depuis la mobilisation des ressources financières jusqu'à la conception et au déploiement de leur transformation numérique.

Le premier champion technologique de la zone CEMAC

Fort de plus de 160 collaborateurs, d'une présence à Brazzaville, Pointe-Noire, Malabo et Paris, et de 3 650 milliards de FCFA (5,57 Mds d'euros) de levées de fonds réalisées depuis sa création, le groupe L'Archer dispose des fondations nécessaires pour accélérer le développement de Ginov à l'échelle sous-régionale.

Cette acquisition s'inscrit dans un écosystème digital que L'Archer construit méthodiquement depuis plusieurs années. L'Archer Transformation réunit plus de 50 000 personnes sur Facebook et WhatsApp autour de la première consultation digitale sur la finance au Congo. Bantulab, co-financé avec la Fondation BantuHub de Véronique Mankou, soutient les startups congolaises grâce à un fonds d'investissement doté de 655 millions de FCFA (1 million d'euros). L'Archer Fondation porte quant à elle l'engagement du groupe dans l'éducation et l'innovation numérique, avec l'inauguration en février 2026 de La Case Bantou, tiers-lieu communautaire intégrant un fablab et accueillant cette année son premier hackathon.

« La cession de Ginov marque une étape importante dans l'histoire de l'entreprise. Depuis sa création, notre ambition a toujours été de bâtir un acteur technologique congolais solide, capable de répondre aux standards internationaux tout en restant profondément ancré dans les réalités locales. L'intégration de Ginov au sein de L'Archer ouvre une nouvelle phase de développement, avec les moyens, le réseau et l'ambition nécessaires pour changer d'échelle et accompagner plus fortement la transformation numérique des entreprises et des institutions de la sous-région. »

Gilles Biko Ro Bieko, Administrateur Directeur Général et fondateur de Ginov



« L'acquisition de Ginov représente une étape décisive dans notre trajectoire. Nous avons bâti L'Archer pour transformer l'Afrique par l'innovation financière. Aujourd'hui, nous franchissons une nouvelle frontière en nous dotant d'un levier technologique de premier plan. Notre ambition est claire. Nous voulons faire de cette alliance le moteur du développement numérique de la zone CEMAC. »

Gilles Tchamba, Président-Directeur Général du groupe L'Archer

À propos de L'Archer

Fondé en 2020 à Brazzaville par Gilles Tchamba et des experts financiers de la CEMAC, le groupe L'Archer est le premier acteur de l'investissement et de l'accompagnement financier du Congo-Brazzaville. Certifié ISO 9001:2015, le groupe compte plus de 160 collaborateurs répartis entre Brazzaville, Pointe-Noire, Malabo et Paris. À travers ses filiales L'Archer Securities (première société de bourse de la CEMAC en nombre de transactions) et L'Archer Asset Management, le groupe a réalisé plus de 3 650 milliards de FCFA de levées de fonds depuis sa création.

À propos de Ginov

Fondée en 2020 et basée à Pointe-Noire, Ginov est une Entreprise de Services Numériques spécialisée dans le développement web et mobile, la cybersécurité, la data, le cloud et l'identité visuelle. En 2025, l'entreprise compte 30 salariés et réalise 200 millions FCFA de chiffre d'affaires, confirmant son positionnement parmi les acteurs technologiques structurés de la sous-région. Partenaire d'acteurs internationaux depuis 2022, Ginov mobilise des équipes pluridisciplinaires reconnues pour leur réactivité, leur expertise technique et leur connaissance fine des réalités opérationnelles du marché congolais et d'Afrique centrale. L'entreprise accompagne les entreprises, institutions et organisations dans la conception, le déploiement et la sécurisation de leurs solutions numériques.

Contact presse

Morgane LABBÉ - Responsable de la communication et du marketing

morgane.labbe@larchergroup.com

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE SUD-SUD

Maixent Raoul Ominga rencontre Aliko Dangote

Dans le cadre de la coopération énergétique Sud-Sud, Aliko Dangote, président du groupe Dangote, et Maixent Raoul Ominga, directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), se sont entretenus le 27 juin à Lagos, au Nigeria.

Les échanges entre les deux géants africains du secteur pétrolier se sont déroulés sous le sceau du dialogue, du partenariat stratégique portant sur le développement de l'Afrique.

De l'avis unanime émanant des deux parties, cette entrevue témoigne d'une volonté commune de renforcer les échanges entre deux acteurs économiques majeurs avec pour ambition de promouvoir des projets créateurs de valeur, favorables à la croissance économique et à une coopération durable.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la vision d'ouverture et de développement portée par la SNPC, qui poursuit son engagement en faveur de



Maixent Raoul Ominga et Aliko Dangote/DR

partenariats solides, innovants et bénéfiques pour le rayonnement économique de la République du Congo et de l'Afrique. Notons que quelques jours plus tôt, le groupe Dangote avait obtenu un permis pour exploiter un gisement de potasse de 325 millions de tonnes et produire des engrais, suite à l'adoption par le Conseil des ministres de la République du Congo, le 18 juin, d'un projet de décret attribuant à Dangote Fertilizer Limited Congo, filiale du groupe nigérian Dangote, un permis d'exploitation sur le gisement de potasse de Mengo, situé dans le département du Kouilou, près de Pointe-Noire.

Marie Alfred Ngoma

ATELIER 5
ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total	99 000 FCFA
Pause Bien-Être	59 000 FCFA
Beauté du Quotidien	55 000 FCFA
Reine d'un Jour	95 000 FCFA
Harmonie Couple	100 000 FCFA
Corps Sublimé	60 000 FCFA
Épilation Complète	45 000 FCFA
Abonnement Mensuel	49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent
Journée complète – économie de 36 000 FCFA
Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal
Demi-journée – économie de 21 000 FCFA
Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvres
3 heures environ – économie de 20 000 FCFA
Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils
Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA
Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes
Forfait existant Atelier 5
Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)
Détox corps – économie de 20 000 FCFA
Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure
Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA
Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois
Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.
-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.
-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.
-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.
-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville
Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com
@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

COOPÉRATION CONGO-FRANCE

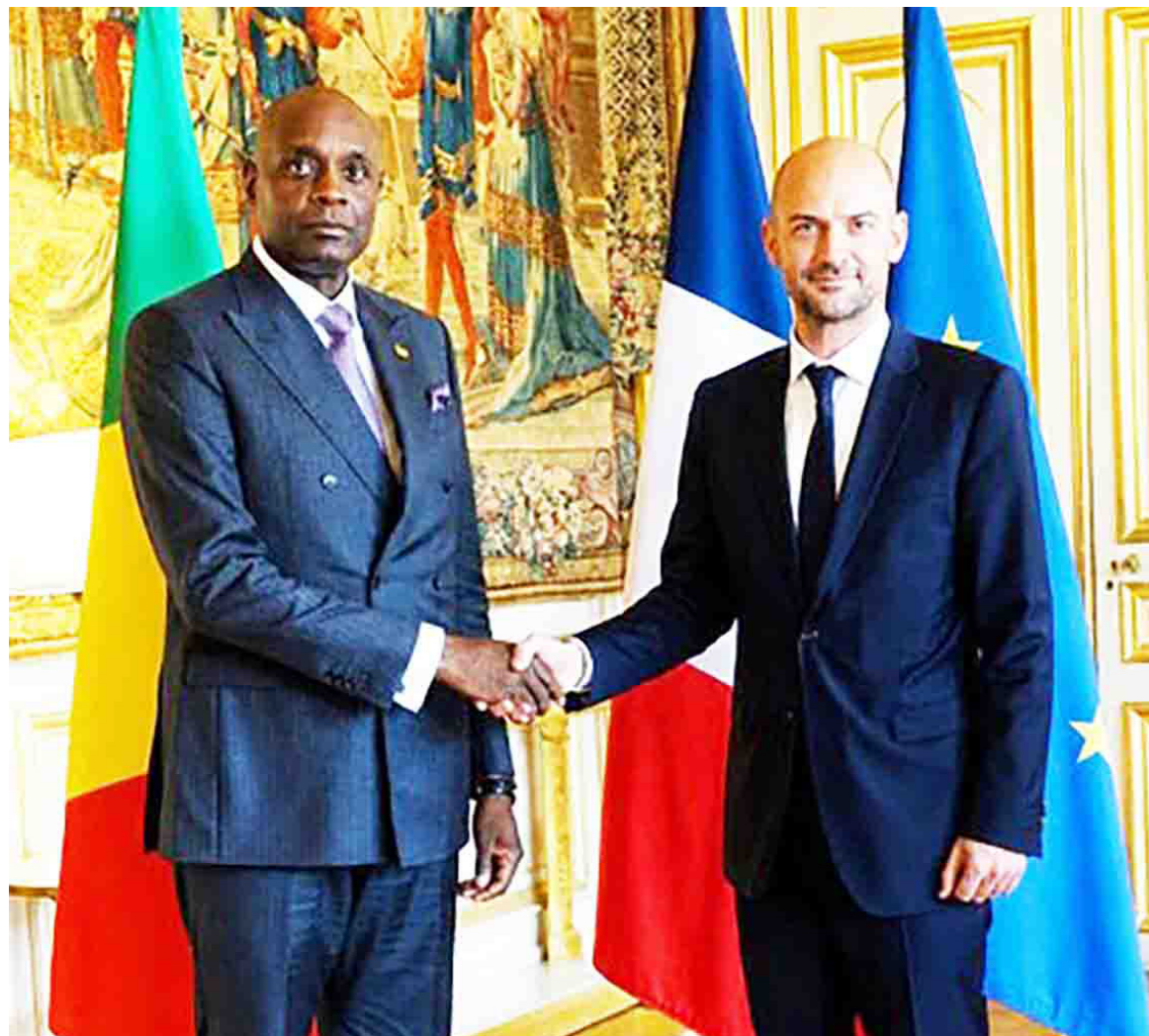
Constant Serge Bounda s'entretient avec son homologue français

En séjour de travail à Paris, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant-Serge Bounda, s'est entretenu; le 29 juin, avec son homologue français, Jean-Noël Barrot.

L'entretien, qualifié de constructif, a permis aux deux diplomates de passer en revue les dossiers consacrés au renforcement des relations entre la République du Congo et la République française.

Les échanges ont porté sur l'approfondissement de la coopération bilatérale, les enjeux de la Francophonie, les projets structurants en faveur du développement du Congo, ainsi que les principales questions africaines et internationales.

À l'issue de cet entretien, Constant-Serge Bounda a confié avoir également plaidé pour une coopération mémorielle renforcée, fondée sur la valorisation du patrimoine culturel commun. En ligne de mire, entre autres, l'évocation de la déclaration du président français, Emmanuel Macron, lors de son passage à Brazzaville en mars 2023, lequel, dans le cadre mémoriel, avait parlé d'un projet de construction d'un lieu de mémoire dans la capitale congolaise pour honorer la mémoire des femmes et des hommes



Constant-Serge Bounda et Jean-Noël Barrot après l'entretien / DR

africains qui ont sacrifié leur vie pour libérer la France.

Rappelons que Brazzaville a servi de capitale à la « France libre »: c'est de Brazzaville que le général Charles de Gaulle avait dirigé la France libre contre l'Allemagne nazie dans le monde. C'est de Brazzaville également qu'il avait signé les premiers décrets et ordonnances qui régissaient le territoire français libre. La France libre a servi de gouvernement en exil et Brazzaville est restée la capitale jusqu'en 1943, date à laquelle elle a été transférée à Alger.

De ce fait, la rencontre entre les deux ministres s'inscrit « dans la dynamique impulsée par le président Denis Sassou N'Guesso, chef de l'État, dont la vision diplomatique contribue au renforcement de l'axe Brazzaville-Paris, fondé sur la confiance mutuelle, le respect réciproque et la recherche de solutions concertées aux défis communs », peut-on lire dans l'un des réseaux sociaux du ministre congolais.

Marie Alfred Ngoma

GASTRONOMIE

Le Congo relève le défi des 30 000 repas solidaires pour un record mondial

Le coup d'envoi de la préparation et de la distribution de 30 000 repas destinés à la population la plus vulnérable a été donné, le 28 juin à Brazzaville, par la Fédération congolaise des cuisiniers, pâtisseries et restaurateurs sportifs (FCCPRS). Au-delà de l'ambition d'établir un record mondial, cette initiative promeut les valeurs de solidarité et le patrimoine gastronomique congolais sur la scène internationale.

L'opération baptisée « Le grand repas solidaire », une initiative portée par la FCCPRS, vise à préparer et distribuer 30 000 repas chauds en seulement 24 heures au profit de la population la plus vulnérable, tout en tentant d'inscrire le Congo au Guinness World Records. Mobilisant des représentants d'organisations onusiennes, des entreprises partenaires, des professionnels de la restauration, des bénévoles, l'activité s'inscrit dans le prolongement de la Journée de l'enfant africain, célébrée chaque année le 16 juin en mémoire des enfants de Soweto tombés lors des événements de 1976.

En effet, les repas préparés seront distribués dans des orphelinats, des centres sociaux, des établissements pénitentiaires, des structures sanitaires ainsi qu'après de familles accueillant des enfants en situation de vulnérabilité. Pour les organisateurs, cette initiative dépasse largement la quête d'un record mondial. « Derrière ce défi, il y

a des enfants, des femmes, des hommes, des personnes âgées et des familles qui retrouveront le sourire grâce à un repas préparé avec amour. Le plus beau record sera celui que nous écrirons dans le cœur des milliers de bénéficiaires », a déclaré la chargée de communication de la FCCPRS, Odingui Lekoudzou.

Cette opération se veut avant tout un geste de solidarité envers les couches les plus fragiles de la population. selon Odingui Lekoudzou, elle illustre « le vrai visage du Congo » rassemblé autour d'une cause humanitaire. C'est aussi l'avis du président de la FCCPRS, le chef Pandzou Moukassa, qui a insisté sur la portée sociale et symbolique de l'initiative. « Aujourd'hui, nous ne sommes pas seulement réunis pour préparer 30 000 repas en 24 heures. Nous voulons démontrer que la gastronomie peut rassembler un peuple, faire naître l'espérance et redonner le sourire à ceux qui en ont besoin », a-t-il



Préparation avant la distribution des repas chauds / Adiac

affirmé, saluant l'appui des autorités, ainsi que de la marraine de l'événement, la députée Tsatsa Lekoudzou.

Lançant officiellement l'opération, le conseiller au patrimoine et aux archives, Samuel Kidiba, s'est réjoui de cette initiative qu'il considère comme un puissant levier de valorisation du patrimoine

culturel national. Pour lui, cette opération met également en lumière la richesse de la gastronomie congolaise, héritée des différentes communautés du pays. Évoquant des spécialités emblématiques telles que le saka-saka, le maboké ou encore le poisson à l'étouffée, Samuel Kidiba a souligné que le patrimoine culinaire

représente un véritable facteur d'identité nationale et un potentiel de développement économique. Cette manifestation, a-t-il ajouté, s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de promouvoir la gastronomie congolaise comme un patrimoine culturel capable de renforcer l'attractivité touristique du pays.

Fiacre Kombo

ROTARY DISTRICT 9150

Hyacinthe Defoudoux présente le plan d'action de son mandat

Le gouverneur élu du District 9150 du Rotary International, Hyacinthe Defoudoux, a tenu, le 26 juin à Brazzaville, une conférence de presse pour lancer l'année rotarienne 2026-2027. Placée sur le thème présidentiel « Créer un impact durable », cette conférence a été l'occasion pour lui de détailler les trois priorités qui guideront son mandat à la tête d'un district couvrant dix pays d'Afrique centrale.

Devant la presse, Hyacinthe Defoudoux a insisté sur la nécessité d'aller au-delà des actions ponctuelles pour « créer un changement durable » au sein des communautés. Pour ce faire, il a présenté un programme structuré autour de trois axes principaux. Le premier consisterait à augmenter les effectifs et à rajeunir le mouvement. Avec environ 1 850 membres dans le district, le gouverneur élu a fixé un objectif ambitieux de recruter 400 nouveaux membres, en insistant particulièrement sur la nécessité d'intégrer au moins 30 % de femmes et 50 % de jeunes de moins de 40 ans pour dynamiser le réseau et assurer sa pérennité.

Le deuxième axe vise à soutenir la Fondation Rotary, qualifiée de « carburant » du Rotary, essentielle au financement des projets. L'objectif est

d'augmenter les dons de plus de 10 %, notamment pour le Fonds annuel et la lutte contre la polio, en rappelant qu'un don de seulement 650 FCFA permet d'acheter un vaccin et de sauver un enfant de la poliomyélite. Il a aussi indiqué que l'organisation se lancera très prochainement dans la lutte contre l'hépatite et la malaria.

Le dernier concernera l'intensification des actions dans les secteurs clés que sont l'éducation et la santé, avec une attention particulière pour les maladies endémiques comme Ebola qui sévit actuellement dans certaines régions du district. L'accès à l'eau potable, l'assainissement et la préservation de l'environnement figurent également parmi les priorités. L'ambition du nouveau gouverneur du District 9150 est



Hyacinthe Defoudoux/Adiac

de lancer et mettre en œuvre au moins cinquante projets, financés par la Fondation Rotary. Il a cité l'exemple d'un projet de 30 000 dollars dans la Likouala, financé en grande partie par des Rotariens cana-

diens, pour illustrer la solidarité et la puissance de ce réseau international.

Le mandat du nouveau gouverneur débutera le 1er juillet et s'annonce intense. Il prévoit de visiter plus de 90 clubs du

district de septembre prochain à février 2027. Parmi les temps forts de l'année, il a annoncé la visite du président du Rotary International, Olayinka Hakim Babalola, à Brazzaville, ainsi qu'une conférence de district de clôture prévue fin avril 2027, toujours dans la capitale congolaise.

Hyacinthe Defoudoux a lancé un appel à la mobilisation de tous les Rotariens, les considérant comme sa force, et a sollicité l'engagement des médias. Il a souhaité que la presse soit non seulement un témoin, mais aussi exigeant pour l'aider à atteindre les objectifs fixés. « L'exigence de la presse est le meilleur carburant du serviteur », a-t-il déclaré, invitant à la fois à relayer les réussites et à critiquer les éventuels retards.

Jean Pascal Mongo-Styhm

DISTINCTIONS

Les élites congolaises célébrées à Paris

Après une première édition organisée en immersif le 8 février dernier par Wesman Bijou Sinald, président de l'association Actions diaspo et relayée par Ziana TV, Paris, dans les salons Hoche, a accueilli le 26 juin une cérémonie en présentiel de remise de trophées destinés au rayonnement et à l'excellence des Congolais vivant au pays ou à l'étranger. L'ambassadeur Rodolphe Adada était représenté par le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé.

Les organisateurs de la cérémonie ont permis de mettre en lumière les femmes et les hommes remarquables dont le parcours, les réussites et les engagements sont rarement valorisés de manière inclusive et transversale. Cette plateforme a constitué, le temps d'une cérémonie, un espace de reconnaissance qui rassemble, sur une même scène symbolique, des profils très différents : politiques, entrepreneurs, artistes, sportifs, acteurs culturels, médias, influenceurs, ou encore acteurs associatifs, en résumé, afficher une ambition claire en vue de célébrer l'excellence, honorer l'engagement et faire rayonner la République du Congo.

Cette cérémonie s'est tenue après la récente participation des Congolais aux Rencontres scandinaves en mer Baltique, organisées par Marcelline Kibondzi. Lors de ces rencontres, il était question de la reconnaissance et de la valorisation du patrimoine culturel congolais à l'étranger. C'est de là qu'est née l'idée d'écrire le Manifeste de Stockholm instaurant l'institution

du statut d'ambassadeur culturel au Congo attribué aux femmes et aux hommes qui construisent, créent et s'engagent au quotidien pour leur pays.

Célébrer l'excellence, honorer l'engagement, et faire briller le Congo étaient les maîtres mots qui ont ponctué cette soirée historique. Parmi les récipiendaires figure Théo Blaise Nkounkou dans la catégorie « Légende ». Grâce à l'ensemble de son œuvre musicale, il a su traverser les générations et conquérir le monde. Dans la même catégorie, citons Zao, Youlou Mabila et Roga Roga. Ce sont également des artistes devenus désormais des « Légendes » aux yeux des organisateurs et du grand public congolais.

L'avocat congolais Me Jean Petro, ancien bâtonnier, a reçu le Prix de Lumière du rayonnement du droit des affaires au Congo après avoir été récompensé, à Londres, de deux prix consacrant son cabinet comme « Meilleur cabinet d'avocats d'affaires en République du Congo ».

Le Prix du rayonnement de l'action publique a été attribué au commissaire colonel-major Mi-



Les lumières du Congo 2026/DR

chel Innocent Peaya, directeur général des Finances et de l'Équipement de la Police nationale et de la gendarmerie nationale, pour l'ensemble de ses réalisations. Celui de la « Lumière du rayonnement entrepreneurial » a été attribué à Tatiana Niamayoua, cheffe d'entreprise basée à Lyon,

en France.

Les ministres congolais Paul Valentin Ngobo et Inès Nefer Bertille Ingani Voumbo-Yalo ont aussi été primés par rapport à leur engagement public. Quant à leur collègue Juste Désiré Mondelé, président du Comité de soutien de cette première édition des Lu-

mières du Congo, il s'est fait excuser de n'avoir pas pu effectuer le déplacement à Paris.

Rendez-vous est donné au public pour la prochaine édition de « Les Lumières du Congo » par Rodolphe Cyr Makosso, président du Comité d'organisation.

Marie Alfred Ngoma



PROGRAMME TRESOR
UNITE DE GESTION DU PROJET



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI n°005/MEPPSA/TRESOR-UGP/26

Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA

1. Contexte et justification :

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant: «Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA ».

2. Objectifs de la mission :

L'objectif de la mission est d'appuyer le MEPPSA dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines, incluant le recrutement, le (re) déploiement, la rétention et la gestion décentralisée des carrières, assortie d'un Plan d'action opérationnel et budgétisé afin d'améliorer la qualité du service dans les établissements scolaires publics.

Plus spécifiquement il s'agira d'accompagner l'équipe technique du MEPPSA pour:

- Réaliser un diagnostic approfondi du système actuel de gestion des ressources humaines, y compris l'analyse de la répartition des enseignants par établissement;
- Identifier les contraintes et opportunités liées au recrutement, au déploiement et à la gestion des carrières enseignants;
- Proposer des orientations stratégiques et opérationnelles en matière de recrutement, d'affectation et de gestion des carrières des enseignants;
- Elaborer un plan de recrutement et de (re)

déploiement

- Elaborer un plan d'action budgétisé aligné sur les priorités du programme et les besoins identifiés;
- Définir un dispositif de suivi-évaluation de la stratégie permettant de suivre la répartition des enseignants et la couverture des écoles en enseignants qualifiés.

3. Profil du consultant :

Le Consultant devra présenter le profil suivant :

- ./ Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC +5) en éducation, Economie, Ressources humaines, Planification, Statistique ou autres domaines connexe;

Expérience Professionnelle

- ./ Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine de l'éducation, du développement, planification, statistique;
- ./ Disposer d'une expérience avérée du système éducatif congolais, particulièrement dans la gestion des ressources humaines l'enseignement primaire, une expérience sur le terrain est fortement recommandée
- ./ Avoir réalisé au moins une mission similaire dans un pays d'Afrique centrale.

Compétences techniques

- ./ Avoir une maîtrise des systèmes public de gestion du personnel;
- ./ Avoir une connaissance approfondie des stratégies et politiques éducatives;
- ./ Avoir une maîtrise parfaite du Français et de qualité d'expressions orale et écrite, la connaissance de la langue anglaise constitue un atout;

./ Disposer des capacités de rédaction et d'analyse des documents de projet, stratégie, plan d'actions

- ./ Avoir une parfaite maîtrise des logiciels de bureautique essentiels, en particulier des logiciels de traitement de textes et traitement statistique (Microsoft Word, Excel, PowerPoint, internet et traitement électronique)

Qualités personnelles et interpersonnelles

- ./ Capacité à travailler en équipe, à transférer son expertise et à coordonner avec divers partenaires et parties prenantes;
- ./ Aptitude à travailler dans un environnement dynamique et sous pression tout en respectant les échéances

4. Durée de la mission :

La durée de la mission est fixée à deux (2) mois, soit un maximum de soixante (60) jours calendaires.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2025.

L'Unité de Gestion du Programme TRESOR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdt), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations

de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures

à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UGP-TRESOR, A l'attention du Coordonnateur du Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats, sis Rue Isaac LOCKO, à côté de l'ambassade des Etats Unis, République du Congo, Téléphone: (+242) 06 903 06 94 1 06 951 36 62 / 06 684 74 27. Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 14 Juillet 2026 à 16h00 et porter clairement la mention «Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA

Le Coordonnateur,



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N°0061MEPPSAITRESOR-UGP/26

Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation

1. Contexte et justification :

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation ».

2. Objectifs de la mission :

L'objectif de la mission est de faire équipe avec le consultant senior en vue de fournir un appui technique au MEPPSA pour l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines pour le MEPPSA, en contribuant à la revue des cadres réglementaires et stratégiques nationaux, à l'analyse des données et à l'intégration des réalités institutionnelles.

Plus spécifiquement il s'agira de faire une revue des cadres réglementaires et stratégiques nationaux sur la gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation, collecter et analyser les données sur les ressources humaines en éducation, en assurant leur fiabilité et leur cohérence, contribuer au diagnostic du système de gestion des ressources humaines, faciliter les consultations avec les parties prenantes nationales et assurer la prise en compte des réalités locales et institutionnelles dans l'élaboration des analyses et recommandations.

3. Tâches Principales

Le Consultant sera chargé de :

- Collecter les données quantitatives et qualita-

tives auprès des structures nationales et des établissements co 11 cemés;

- Vérifier la fiabilité des informations;
- Assurer la liaison entre le consultant international et les institutions nationales;
- Faciliter les échanges avec les parties prenantes au cours des ateliers techniques et de validation;
- Contribuer à la rédaction des rapports avec le consultant international;
- Apporter les inputs contextuels nécessaires à l'analyse des données et à la formulation des recommandations;
- Contribuer aux analyses et à la rédaction;
- Relire et valider les documents produits;

4. Profil du consultant :

Le Consultant devra présenter le profil suivant :

- ./ Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC +4/5) en éducation, planification, économie, statistiques, droit, sociologie; ou autres domaines connexes.

Expérience Professionnelle

- ./ Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la gestion des ressources humaines du secteur éducatif.
- ./ Avoir une bonne connaissance du fonctionnement de la fonction publique de la République du Congo;
- ./ Disposer d'une expérience en collecte et en analyse des données;
- ./ Avoir de bonnes capacités de coordination et de communication.

Compétences techniques

- ./ Avoir une connaissance approfondie des stratégies et politiques de gestion des ressources humaines du secteur éducatif;

./ Avoir une maîtrise parfaite du Français et de qualité d'expressions orale et écrite, la connaissance des langues nationales (lingala, Kituba) et de l'anglais constituent un atout:

- ./ Disposer des capacités de rédaction et d'analyse des documents du projet;
- ./ Avoir une parfaite maîtrise des outils bureautiques essentiels, en particulier des logiciels de traitement de textes et d'analyse de données (Microsoft Word, Excel, PowerPoint, internet et traitement électronique)

Qualités personnelles et interpersonnelles

- ./ Capacité à travailler en équipe, à transférer son expertise et à coordonner avec divers partenaires et parties prenantes;
- ./ Aptitude à travailler dans un environnement dynamique et sous pression tout en respectant les échéances;
- ./ Avoir une bonne capacité d'organisation, de gestion des priorités et de respect des délais.

5. Durée de la mission :

La durée de la mission est fixée à soixante (60) jours.

6. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2025.

L'Unité de Gestion du Programme TRESOR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour

sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures

à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UGP-TRESOR, A l'attention du Coordonnateur du Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats, sis Rue Isaac LOCKO, à côté de l'ambassade des Etats Unis, République du Congo, Téléphone: (+242) 06 903 06 94 106 951 36 62 / 06 684 74 27. Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 14 juillet 2026 à 16h00 et porter la mention «REcrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation»

Le Coordonnateur,



PARTENARIAT

Le Congo et l'équipementier Macron désormais liés par un accord

Le gouvernement congolais a annoncé que l'équipementier italien, Macron, habillera désormais toutes les sélections nationales. Une première dans l'histoire du sport congolais.

L'État congolais représenté par Hugues Ngouélondélé, ministre en charge des Sports, et Macron, ont paraphé un accord, le 29 juin à Bologne, en Italie. Cet accord épouse, en effet, la vision du gouvernement de la République du Congo, sous l'impulsion du président de la République, d'inscrire le développement du sport national parmi les priorités pour ce nouveau quinquennat.

Désormais, précisent les clauses du contrat, l'ensemble des fédérations sportives nationales sera doté de maillots Macron de haute qualité pour la participation des Diabes rouges aux compétitions internationales. L'uniformisation des équipements pour l'ensemble des



Le ministre en charge des Sports paraphant le contrat avec l'équipementier Macron./DR

sélections nationales est une pratique visant à renforcer leur identité visuelle et standardiser leurs contrats. Pendant la prochaine cam-

pagne des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2027, en effet, l'équipe nationale de football disposera de 75 maillots de compétition,

soit trois maillots par joueur pour chaque rencontre. Outre les équipes nationales, les clubs locaux tireront aussi profit de ce par-

tenariat. Les clubs de Ligue 1 recevront une dotation en équipements de compétition offerte par le ministère en charge des Sports. Notons que Macron avait signé un contrat avec la Fédération congolaise de football en novembre 2019. Mais sur ce contrat, la société était uniquement l'équipementier officiel des Diabes rouges football et non des autres disciplines. Une anomalie qui est désormais corrigée. Le contrat avec l'équipementier, faut-il le préciser, vise à améliorer la performance sportive en garantissant l'accès à du matériel de pointe. Cette vision vise surtout à soigner l'image du pays dans les compétitions de grande envergure.

James Golden Eloué

MONDIAL 2026

Carton (presque) plein pour le football africain

Neuf des dix équipes africaines engagées vont disputer les seizièmes de finale de cette Coupe du monde 2026. Seule la Tunisie est éliminée. A formule historique, résultats historiques. Avec dix représentants africains, cette Coupe du monde, coorganisée par trois pays-fait inédit-, réunissait quarante-huit nations, là encore un record. Et malgré des résultats en dents de scie, l'Afrique fait presque carton plein avec neuf équipes sur dix qualifiées pour les seizièmes de finale : l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, le Maroc et le Sénégal poursuivent leur aventure en Amérique du Nord.

Piteuse, avec trois défaites, douze buts encaissés pour deux marqués, la Tunisie est déjà rentrée avec les bagages lourds de polémiques et de tensions.

Parmi les qualifiés, tirons notre chapeau au Maroc, invaincu dans un groupe C relevé. Les Lions de l'Atlas finissent à égalité avec le Brésil, après un nul initial (1-1), suivi de deux victoires sur l'Écosse (1-0) et Haïti (4-2). Face à eux, désormais, les Pays-Bas.

Dans le groupe E, les Ivoiriens sont au coude-à-coude avec les Allemands (6 points chacun). Si les Eléphants se sont inclinés face aux quadruples champions du monde (2-1, après avoir ouvert le score), ils ont ensuite fait le boulot contre l'Équateur et Curaçao. Parmi les atouts de la Côte d'Ivoire, sa cohésion défensive, qui ne sera pas de



Les Congolais exultent après leur qualification historique pour la prochaine phase de la Coupe du monde /Fifa

trop pour défier la Norvège d'Haaland en 16es de finale. Deuxième d'un groupe A largement dominé par le Mexique, l'Afrique du Sud totalise 4 points. Timorés lors de leur premier match face à la Tricolor, les Bafana ont ensuite retrouvé les valeurs collectives qui font leur force face à la Tchèque (0-0) et la Corée du Sud (1-0), mais n'ont marqué qu'un seul but en trois matches. Suffisant pour battre le Canada ce dimanche ?

Difficile d'estimer la valeur du parcours de l'Égypte dans son groupe G. Les Pharaons ont démarré fort, en dominant la Belgique pendant une mi-temps, avant de concéder le nul

1-1. S'ils ont vaincu le signe indien en remportant la première victoire de leur histoire en Coupe du monde face à la modeste Nouvelle-Zélande (3-1), ils ont pioché face à une équipe d'Iran invaincue dans le tournoi (1-1). Avec 5 points, l'objectif est rempli et le seizième de finale face à l'Australie semble à la portée des septuples champions d'Afrique.

Ce mois de juin 2026 restera définitivement gravé dans le marbre du football cap-verdien. Pour leur première participation à la Coupe du monde, les Requins Bleus ont vibré dans tous les sens : ils ont tenu tête à l'Espagne pour prendre leur premier point (0-0), ils ont marqué

leurs deux premiers buts face à l'Uruguay (2-2). Ansi, ils ont gagné leur billet pour les seizièmes face à l'Arabie saoudite, devenant au passage la plus petite nation (530 000 habitants) à se qualifier à une phase finale de la compétition. Il ne leur manque donc que la première victoire pour cocher une case de plus. Mais pour cela, le Cap-Vert devra battre l'Argentine de Messi.

Après une bonne entame de match face à la France, lors de la première journée, le Sénégal a ensuite subi la loi de Mbappé (1-3), puis d'Haaland (1-4). Au pied du mur, les finalistes de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025 ont finalement arraché leur place pour le deuxième tour en balayant une faible équipe d'Irak (5-0). Huitième et dernier meilleur troisième, avec 3 points, le Sénégal n'a pas été à la hauteur de son rang dans cette phase de groupes, à cause, à en croire les observateurs, d'une atmosphère pas toujours favorable (Retard de paiement du sélectionneur, délégation pléthorique au détriment du secteur sportif). Au tour suivant, les Lions du Sénégal devront impérativement retrouver leur mordant pour se défaire des Diabes rouges de Belgique. Même constat pour l'Algérie, sixième meilleure troisième avec 4 points pris dans son groupe J. Certes, la défaite de la première journée face à l'Argentine de Messi, auteur d'un triplé, n'est pas honteuse en soi, mais le contenu livré par les Fennecs était déjà inquiétant.

Et la première heure de jeu du match face à la Jordanie a confirmé la tendance, jusqu'au réveil algérien initié par Benboulaoui et Gouiri (1-2). Cette victoire, puis le nul face à l'Autriche (3-3), permettent à l'Algérie de rester en Amérique et de se confronter à la Suisse, première du groupe B.

Avec son nul face au Portugal (1-1), la République démocratique du Congo (RDC) avait fait naître beaucoup d'espoirs chez ses supporters et chez les suiveurs du football africain. Après son revers face à la Colombie (0-1) et sa victoire sur l'Ouzbékistan (3-1), il demeure difficile de jauger réellement le potentiel de l'équipe de Sébastien Desabre.

Troisième du groupe K, derrière la Colombie et le Portugal, ce qui n'est pas une infamie, la RDC a été repêchée au titre de meilleure troisième (4 pts). Sur sa route se dresse désormais l'Angleterre d'Harry Kane. L'occasion de montrer à tous que l'apport des binationaux est une vraie plus-value.

Dernier qualifié de la liste, le Ghana arrivait dans l'anonymat dû à son absence à la CAN 2025. Bon an, mal an, les Black Stars ont rallumé la lumière en battant le Panama (1-0) puis en prenant un point face à l'Angleterre (0-0). Privés de la deuxième place par la Croatie (défaite 1-2), les hommes de Carlos Queiroz poursuivent leur petit bonhomme de chemin qui les mènera à la Colombie en seizième de finale.

Camille Delourme


MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
PROJET D'HARMONISATION ET D'AMELIORATION DES STATISTIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (HISWACA)ISA
Prêt N° : IDA-75280
MANIFESTATION D'INTERETS
APPEL A COTATION : 054/SNC/DC/MEPSP/UGP-HISWACA/2026
POUR LE RECRUTEMENT D'UN GARAGE EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN ACCORD CADRE MULTI FOURNISSEURS POUR LA MAINTENANCE ENTRETIEN ET REPARATION DES VEHICULES DU PARC AUTOMOBILE DU PROJET HISWACA (29 VEHICULES)


1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA), et a l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre de Commandes qui peuvent être attribuées en vertu d'Accord(s)-Cadre(s) (AC) pour la maintenance, l'entretien et la réparation des véhicules conclu à l'issue d'une Procédure Primaire de Passation de Marché. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement, sauf pour les paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation d'une lettre de crédit.

2. L'Agence d'Acquisition (l'unité de gestion du projet) conduit la Passation Primaire des Marchés en vue de conclure des Accords-Cadres. L'Agence d'Acquisition est la seule Agence d'Acquisition en vertu des Accord(s)-Cadre(s). L'Agence d'Acquisition sollicite des Offres sous plis scellés de la part de Soumissionnaires éligibles pour l'acquisition des fournitures de bureau.

3. Les Accords-Cadres à conclure seront : « à Utilisateur Unique : L'Utilisateur Unique autorisé à acheter en vertu des Accords-Cadres est l'unité de gestion du projet HISWACA.

4. Les Accords-Cadres à conclure seront à Fournisseurs Multiples.

5. La sélection d'un Fournisseur dans le cadre d'un AC pour l'attribution de Commandes sera effectuée par une procédure de Passation Secondaire des Marchés tel que défini dans l'Accord-Cadre (AC). Cependant, la conclusion de l'Accord-Cadre n'imposera pas d'obligation à l'Agence d'Acquisition, d'acquiescer les Fournitures ou service par Commandes. La conclusion de l'Accord-Cadre ne garantit pas qu'un Fournisseur qui a obtenu un AC sera attributaire de

Commandes(s).

6. L'appel à cotation sera conduit par mise en concurrence nationale tel que définie dans le « Règlement de la Banque mondiale applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement « Version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020, Septembre 2023 et septembre 2025 » et est ouvert à tous les Soumissionnaires éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

7. Les Accords-Cadres sont conclus pour une durée : d'un (01) an à compter de la durée indiquée dans l'Accord-Cadre. La durée initiale peut être prolongée d'un maximum de deux années supplémentaires.

8. La Procédure Primaire d'Acquisition établira un ou plusieurs Accords-Cadres Fermés.

9. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet HISWACA et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : Bureau 1204, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila ; Tél : (+242) 06 157 01 01, E-mail : ugp@hiswaca-congo.org de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

10. Le Dossier de cotation en français peut être obtenu par demande à l'adresse électronique ci-dessous ou consulté sur place.

11. Le dossier de soumission devra comprendre trois (03) parties à savoir :

a) Une partie administrative contenant :

- Le numéro d'identification unique (NIU) ;
- L'extrait du registre de commerce ;
- La patente ;
- La lettre de cotation, datée et signée par le responsable de l'entreprise ou toute autre personne dûment mandatée à cet effet ;

b) Une partie technique contenant

- La localisation et l'accessibilité au site ;
- Une liste des principaux clients (projet, entreprise) ;
- Une liste du personnel clé ;
- Une liste des équipements essentiels.

c) Une partie financière contenant :

- Le bordereau descriptif et quantitatif dûment rempli, daté et signé du barème des prestations et des prix des pièces de rechange.

12. Les Offres devront être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le vendredi 17 juillet 2026 à 12h00 minute. La soumission des Offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Toute Offre arrivée après l'expiration du délai limite de dépôt des offres sera rejetée. Les Offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et des personnes présentes, à l'adresse ci-dessous le : vendredi 17 juillet 2026 à 12h 30 minutes.

13. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
Nom de l'Agence : Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA).

Adresse : Bureau 1204, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila.

Numéro de téléphone : (+242) 06 157 01 01

Adresse électronique : ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 30 juin 2026

Le Coordonnateur,

Patrick Valery ALAKOUA

NÉCROLOGIE



Mme Itoua née Charlem Léa Legnoki et Raissa Legnoki, agents Dépêches de Brazzaville, les familles Lobouaka, Legnoki et Ngambomi ont la profonde douleur d'informer, les parents, amis et connaissances, du décès de leur mère, tante, sœur et grand-mère, Albertine Lobouaka, survenu le 24 juin à l'hôpital de Talangai, des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient à la rue Bokossongo en face de l'hôpital de Talangai.

Le colonel à la retraite, Ange Nina Milongo, Clément Badila (Maticlo), Antoine l'Abbé Badila, Brice Bilouboudi, la famille et les enfants ont la profonde douleur d'informer, les parents, amis et connaissances, du décès de leur grande-sœur, mère et tante, la veuve Bianguie née Tsiabakana Hélène, survenu le 9 juin à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°55, rue Montaigne, à Bacongo. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



AUTONOMISATION

La Fondation Pro social inter Etats soutient l'emploi des jeunes

Prélude au lancement du Projet communautaire de formation, d'emploi et d'autonomisation des jeunes et femmes par la Fondation Pro social inter Etats, son représentant-résident, Orcel Bayonga-Mbondza, a organisé le 26 juin, à Pointe-Noire, une réunion de travail avec les responsables des dix-neuf quartiers de l'arrondissement 5, Mongo Mpoukou, et leurs secrétaires pour les édifier sur ledit projet.

Le lancement du Projet communautaire de formation, d'emploi et d'autonomisation des jeunes et des femmes est une initiative citoyenne qui vise à accompagner l'action du gouvernement dans les domaines de la formation professionnelle, de l'insertion socio-économique et de la lutte contre le chômage. La Fondation Pro social inter-États veut ainsi renforcer plus que jamais son engagement d'accompagner le gouvernement dans la formation, l'emploi et l'autonomisation des jeunes et des femmes et aussi de réaliser sa mission de développement communautaire et d'accompagnement des politiques publiques.

Ce programme ambitieux au service du développement local va s'étendre sur une période de cinq ans. Il a pour ambition de former 4 000 jeunes et contribuer ainsi à la création de 4 000 emplois dans la ville de Pointe-Noire. Sa mise en œuvre se fera progressivement dans les cinq communes de la ville : Mongo-Mpoukou, Loandjili, Mvou Mvou, Tié-Tié, Ngoyo. « Pour la première phase consacrée à la commune pilote de Mongo-Mpoukou, la Fondation veut former 1000 jeunes, ce qui

entraînera la création de 1 000 emplois grâce à une répartition équilibrée des bénéficiaires dans les dix-neuf quartiers de l'arrondissement », a dit Orcel Bayonga Mbondza. Il a ajouté que les chefs de quartier sont les partenaires privilégiés du projet avant de définir ses objectifs, ses enjeux et son plan d'action général. « Les chefs de quartier, les chefs de zone et les chefs de bloc constituent les principaux relais communautaires appelés à assurer la mobilisation, le suivi et l'encadrement des bénéficiaires. Le choix d'organiser les formations directement dans les quartiers permettra aux jeunes d'accéder plus facilement aux apprentissages, de limiter les coûts de transport, de renforcer le suivi de proximité et de favoriser une meilleure implication des autorités communautaires », a-t-il assuré.

Au cours de la réunion, le représentant-résident a également présenté les étapes préparatoires du projet, à savoir la mobilisation des acteurs communautaires, le recensement des ateliers et centres de formation existants dans chacun des quartiers, l'évaluation de leurs capacités d'accueil, la



Les participants après la réunion organisée par la Fondation Pro social inter États/Adiac

planification du lancement opérationnel des formations. Selon Orcel Bayonga -Mbondza, les axes d'intervention sont la protection de l'environnement, la santé, la formation professionnelle, le développement économique, l'autonomisation des jeunes et des femmes.

De leur côté, les chefs de quartier ont unanimement salué la pertinence du projet et réaffirmé leur entière disponibilité à accompagner sa mise en œuvre, convaincus qu'il contribuera à offrir de

nouvelles perspectives à la jeunesse et aux femmes de Pointe-Noire.

A travers cette initiative, la Fondation Pro social inter-États réaffirme sa volonté de demeurer un partenaire engagé aux côtés des pouvoirs publics et des communautés locales, en contribuant concrètement à la mise en œuvre des politiques nationales de développement, de formation, de création d'emplois et d'autonomisation de la population.

À la fin de la réunion, le représentant résident, habitant de Mongo-Mpoukou, a adressé ses vives félicitations aux chefs de quartier pour leur engagement citoyen remarquable lors de l'élection prési-

dentielle de mars dernier. Il a salué les efforts qu'ils ont déployés pour préserver un climat de paix, de sécurité, de cohésion sociale et de responsabilité citoyenne sur l'ensemble des quartiers de Mongo-Mpoukou, contribuant ainsi au bon déroulement du scrutin et à la réélection de Denis Sassou N'Guesso à la présidence de la République.

La prochaine réunion sera consacrée à la validation des ateliers identifiés et à l'organisation pratique du démarrage des activités. La rencontre s'est achevée dans une ambiance conviviale autour d'une collation fraternelle offerte aux participants.

Hervé Brice Mampouya

VOIRIE URBAINE

Réhabilitation des infrastructures routières

Le gouvernement a annoncé, il y a quelques jours, la réhabilitation des infrastructures routières de la ville économique en cette période de saison sèche. Pour cette ville confrontée à la dégradation du réseau routier, le temps presse.

Chaque année, la construction et la réhabilitation des infrastructures routières refont surface pendant des sessions administratives du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire. La ville accuse, en effet, un déficit en infrastructures routières et une grande partie de son réseau se trouve dans un état piteux. Crevasses et autres nids de poule transformés en petits lacs constituent le lot quotidien des automobilistes qui ont du mal à rallier un point à un autre.

Il y a quelques jours, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présenté le Programme d'action du gouvernement (PAG) devant l'Assemblée nationale. Dans son discours, le chef du gouvernement a indiqué que sur instruction du président de la République, les travaux de réhabilitation des infrastructures routières vont se poursuivre, voire s'accélérer en cette période de saison sèche, en particulier sur les voiries de Brazzaville et de Pointe-Noire. « Il en



est de même pour les nombreux autres projets actuellement à l'arrêt, notamment ceux issus des différentes municipalisations », a-t-il dit. Cette information a réjoui les Ponténégrins qui attendent impatientement le lancement des travaux. Pour tout dire, ils sont une réponse aux besoins actuels ainsi qu'à la nécessité de maintenir et d'améliorer les infrastructures existantes pour assurer des déplacements sécurisés et une qualité de vie optimale pour les citoyens. Ces travaux vont améliorer non seulement la sécurité routière,

Dégradation d'une route à Pointe-Noire/DR mais également renforcer la protection des routes contre les érosions et soutenir l'activité économique dans le département. Notons que le PAG présenté devant l'Assemblée nationale s'articule autour de dix priorités, six axes et vingt missions. Ce programme qui couvre le quinquennat 2026-2031 est tiré du projet de société à la base duquel le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a été réélu, à savoir « L'accélération de la marche vers le développement ».

Hugues Prosper Mabonzo

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mandangui-Tséké Rochelvie Carmella.

Je désire être appelée désormais Viodo-Mavoungou Rochelvie Fredina Babou.

Un délai de trois mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

EN MEMOIRE
D'ARTHUR OPOUMBA

Aujourd'hui, en ce 6^e anniversaire (26/06/2020-26/06/2026) du rappel à Dieu d'Arthur Opoumba nos pensées se tournent vers lui. Même si le temps passe, son souvenir reste vivant dans nos cœurs.

Que cette journée soit l'occasion de se rappeler les beaux moments partagés et de trouver un peu de paix dans ces souvenirs.

Que sa famille et ses amis se souviennent de lui et implorent la grâce de Dieu pour le repos de son âme et qu'à cette date de triste anniversaire, ils prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Ta vie fut un exemple de simplicité, de tendresse et de générosité.

La famille Opoumba



EXPLOITATION PÉTROLIÈRE

Perenco Congo entend porter sa production à cent mille barils par jour

Le groupe pétrolier français, Perenco, compte accroître sa production pétrolière en République du Congo, avec une production prévisionnelle de cent mille barils par jour sur les cinq prochaines années. Le président directeur général de la société, François Perrodo, a présenté le projet au président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le 29 juin à Oyo, une ville du département de la Cuvette.

Le programme d'activités de Perenco Congo prévoit un plan d'investissement structurel assez colossal planifié sur cinq ans. Il porte, en premier, selon le président du groupe, sur le forage d'un nouveau puits pétrolier assez significatif d'une capacité de production journalière de brut estimée à 90 000 barils d'ici à la fin de l'année.

« Nous prévoyons d'investir plus de deux milliards de dollars sur les cinq prochaines années, essentiellement sur le forage, avec un vaste programme de ré-



Le chef de l'Etat s'entretenant avec le PDG de PerencoAdiac

alisation de cent puits pétroliers sur cinq ans, soit une vingtaine de puits à réaliser par

année. Les activités à exécuter porteront prioritairement sur la production et l'explo-

ration, mais aussi sur la mise en œuvre du projet FPSO, considéré comme le projet phare

de Perenco sur les prochaines années. Nous avons aussi un immense projet de terminal flottant à réaliser. L'ensemble de ces réalisations nous coûteront un investissement global de près de 500 millions de dollars », a souligné le président directeur général de Perenco, François Perrodo. Créée en 1975, Perenco est la deuxième société d'exploitation pétrolière française au Congo, après Total Energies. Elle exerce dans le pays depuis 2001.

Firmin Oyé

6^e TRAVERSÉE DU MAYOMBE

Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a accueilli les marcheurs

Félicitations et encouragements ont été à la hauteur des «Élombé», ces marcheurs ayant traduit dans les faits l'objectif de l'association Marcher courir pour la cause (MCPLC) de faire de la marche un puissant levier de la prévention contre les maladies non transmissibles comme le diabète. Ils ont achevé leur parcours de Malélé à Brazzaville à pied, le 26 juin.

A leur arrivée à Brazzaville, les marcheurs ont été accueillis par la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélinda Ayessa, qui leur a rendu un vibrant hommage. « Je tiens à exprimer, au nom du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, ma profonde reconnaissance à l'association Marcher courir pour la cause, pour la constance de son engagement dont l'action s'inscrit dans la logique de citoyenneté active et de promotion du bien-être collectif », a-t-elle déclaré. « En participant à cette traversée, vous ne faites pas que parcourir à un itinéraire. En réalité, vous contribuez à une dynamique de transformation sociale et sanitaire car, marcher ensemble c'est bien construire une société plus forte », a-t-elle commenté. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-elle précisé, souligne que l'inactivité physique accroît significativement les risques des

maladies cardiovasculaires, d'hypertension artérielle, du diabète du type 2, et d'accidents vasculaires cérébraux. « Dans ce contexte, des initiatives telles que celles-ci prennent une valeur éminemment éducative car elles traduisent une prise de conscience collective que la santé ne se limite pas qu'aux soins mais commence par le mode de vie », a souligné Bélinda Ayessa. Le Dr Vincent Dossou Sodjinou, représentant de l'OMS au Congo, a quant à lui expliqué les raisons pour lesquelles son organisation a toujours soutenu la Traversée du Mayombe. Il a précisé que la santé ne peut être une réalité sans les volets prévention et promotion. « L'OMS vous félicite d'avoir une fois de plus tenu le pari de la Traversée du Mayombe. Vous félicite pour encore une fois montrer à nos communautés que la marche ce n'est pas seulement du sport mais un pas de plus vers le déve-



Bélinda Ayessa félicitant le doyen des marcheurs/Adiac

loppement économique et social de notre pays », a-t-il dit. Il a expliqué que l'impact économique des maladies non transmissibles sur le développement des entreprises ou sur celui des pays est très énorme, avant d'insister sur la promotion des interventions et les actions de lutte contre les maladies non transmissibles. « Mon rêve est que la Traversée

du Mayombe soit une réalité quotidienne. Que chaque jour ces entreprises puissent continuer d'investir dans la promotion de la santé de notre population », a-t-il déclaré. Le combat que mène depuis six éditions Rodrigue Dinga Mbomi, président de MCPLC, prend tout son sens dans la mesure où la promotion de la santé est l'appropriation du su-

jet par les communautés. En prenant l'exemple du colibri qui essayait de chercher l'eau à la rivière pour éteindre l'incendie qui s'est déclaré dans la forêt pendant que les autres animaux plus grands fuyaient, l'association MCPLC est fière de jouer sa partition dans la lutte contre le diabète. Au gouvernement et autres partenaires d'appuyer cette action.

James Golden Eloué